

# Géopolitique mondiale : Moscou et Washington dans la tourmente syrienne

vendredi 25 septembre 2015, par [BEAUDET Pierre](#) (Date de rédaction antérieure : 24 septembre 2015).

## Sommaire

- [Washington : l'empire en \(...\)](#)
- [Le retour de Moscou](#)

Depuis quelques mois, la Russie se réinsère plus directement dans la crise syrienne. Ce n'était pas parce qu'elle en était totalement absente, car elle défendait ouvertement le régime, de concert avec son allié iranien. Cette relation a une longue histoire puisqu'à l'époque de l'Union soviétique, la Syrie était un allié important que l'URSS finançait et armait. Lorsque la crise a éclaté au tournant de 2011, Poutine a paru, comme plusieurs autres chefs d'Etat, désarmé. On pensait encore que le régime syrien pourrait résister à l'opposition, en partie parce qu'il disposait (et dispose encore) de l'appui d'une partie importante de la population, en partie de par l'efficacité de ses redoutables services de sécurité. Au bout de quelques mois cependant, il est devenu clair que les oppositions syriennes, au-delà de leurs divisions, n'allaient pas être éradiquées. Avec l'entrée en scène de Daesh (« l'État islamique ») et l'arrivée de milliers de combattants financés et armés par les pétromonarchies et la Turquie, la situation a basculé et aujourd'hui, le régime de Bachar El-Assad est réduit à contrôler les grandes villes, et encore, pas tout à fait. Par exemple, dans les banlieues d'Alep, la deuxième ville du pays, les oppositions mènent le jeu. Avec des hauts et des bas, c'est une situation qui est partiellement « stabilisée », si on peut employer ce terme pour décrire cet immense chaos dont les victimes ne se comptent plus, pendant qu'un tiers de la population pratiquement est déplacée ou en exil.

Nouvel élément dans l'équation, l'arrivée en masse de réfugiés syriens, qui cherchent à gagner l'Allemagne, a fait basculer l'opinion européenne, jusque-là relativement indifférente devant le carnage. De toute évidence, les États membres de l'Union européenne sont débordés. Tout en cherchant à verrouiller leurs frontières, ils prétendent s'émouvoir devant les bébés morts sur les plages de la Turquie. Ils sont aussi sous la pression d'une grande partie de la population qui veut aider ces réfugiés, bien qu'il ne faille pas sous-estimer l'hostilité à caractère raciste de plusieurs Européens, pas seulement des partis d'extrême droite. Comment tout cela peut évoluer ? Il est encore tôt pour le dire. La crise pourrait s'aggraver encore, à moins que les acteurs externes imposent une « solution », d'une manière ou d'une autre.

## Washington : l'empire en déclin

Cela serait surprenant que les États-Unis jouent ce rôle. Il y a le facteur conjoncturel des élections présidentielles qui imposent à Obama beaucoup de prudence, Du côté de l'opposition, le plus important est de faire trébucher l'administration actuelle, d'où de constantes gesticulations pour réanimer une sorte de nouvelle « guerre froide » contre les ennemis réels et présumés (la Chine, les Arabes, l'Iran, la Russie, etc.). Face à la crise syrienne et plus largement, face à la crise dans toute la région, tout cela aboutit à un indescriptible cafouillage.

Au début de la crise syrienne, Washington pensait que l'opposition avec l'aide de ses alliés dans la région (la Turquie et l'Arabie saoudite principalement) allait rapidement éliminer Bachar. Il y avait un consensus entre Obama et l'opposition républicaine de laisser ces alliés-subalternes prendre le « *lead* », sans s'en mêler directement. Au moment de l'irruption de Daesh, on a commencé à s'inquiéter, tout en laissant le dispositif d'appui turc et saoudien fonctionner. La conquête par les islamistes de l'ouest irakien en 2013 a changé la donne, étant donné les liens étroits entre Washington et le gouvernement irakien, par ailleurs largement discrédité par la corruption, le sectarisme et les violations de droits. Peu après, Daesh s'étendait en Syrie et même ailleurs, au détriment des factions islamistes locales et internationales.

Sous l'influence du puissant lobby israélien s'est alors renforcé l'idée qu'il fallait « gérer le chaos » (et non trouver des « solutions ») en appuyant (ou en tolérant) le fractionnement des territoires, ce voulant dire l'implosion des États. À l'image de ce que l'occupation israélienne fait dans les territoires palestiniens, on pensait « gérable » la décomposition de ces pays en trois Syries ou en 4 Iraks, en précipitant tout le monde contre tout le monde et donc, en enlevant à des États toute possibilité de se reconstruire. Ce scénario du pire n'était pas celui d'Obama, mais il a eu une emprise importante sur les membres du Congrès. Du côté des militaires américains et de l'opinion publique, on pensait surtout qu'il fallait tout faire pour éviter une intervention militaire directe avec des soldats sur le terrain (compte tenu de la débâcle subie en Irak et en Afghanistan), quitte à laisser les diverses factions, gouvernement et oppositions, s'entretuer. De tout cela a émergé une politique totalement erratique, réactive, en *stop-and-go*.

Deux ans plus tard, il n'y a pas à Washington de stratégie acceptée. Visiblement, le « scénario » israélien comporte des éléments très dangereux qui ne passent pas bien parmi les hautes sphères de l'administration. On se méfie de plus en plus de l'État israélien qui voudrait pousser cela jusqu'au bout, c'est-à-dire contre l'Iran. Les responsables du Pentagone, aujourd'hui comme hier, veulent éviter la confrontation avec un État qu'ils considèrent autrement plus dangereux que la Syrie. Obama pour sa part joue la carte de l'apaisement, ce qui est fortement contesté à Washington par l'opposition républicaine et les médias de droite qui monopolisent l'univers médiatique (Fox News).

De l'autre côté, les alliés-subalternes, la Turquie et l'Arabie saoudite en tête, sont également divisés et confus. Daesh en s'emparant d'une grande partie de la Syrie a permis aux Kurdes du PKK, tant du côté syrien que du côté turc, de reprendre des forces, en étant à toutes fins pratiques la seule force militaire locale capable de s'opposer aux islamistes. Face à leur ennemi kurde, le gouvernement turc craint la « contagion » et accentue la répression anti-kurde, ce qui le mène à vouloir se désengager du borborygme syrien. Mais le mal a été fait. Istanbul se retrouve comme Frankenstein en ayant créé un monstre incontrôlable. Quant à l'Arabie saoudite, elle s'engouffre dans le conflit yéménite aux côtés de son ennemi Al-Qaïda pour essayer de renverser le gouvernement jugé trop proche de l'Iran. En Irak par contre, on continue d'appuyer le gouvernement dominé par des sectaires chi'ites et appuyé par l'Iran, qui combattent les insurgés de Daesh ! Cherchez l'erreur ! Toute cette confusion serait comique si elle n'était pas si dramatique, avec les milliers de victimes qui s'en suivent.

## **Le retour de Moscou**

À Moscou, le président Vladimir Poutine ne cesse de ridiculiser la politique américaine dans la région. « *On vous l'avait dit* », se plaît-on à dire. Les Russes expliquent que tout ce chaos est la répétition, en 1000 fois pire, de ce qui s'est passé en 2011 en Libye où le renversement du dictateur Kadhafi a précipité ce pays dans un trou noir qui persiste jusqu'à aujourd'hui, et qui menace la région maghrébine en particulier. Poutine bénéficie dans cette critique dévastatrice de la politique américaine de l'appui plus ou moins discret des puissances européennes, notamment de l'Allemagne,

pas tellement parce que les Européens « aiment » la Syrie, mais parce qu'on voit bien que la politique actuelle mène à un désastre amplifié depuis quelques mois avec l'afflux des réfugiés.

Selon le professeur Jacques Lévesque de l'UQAM, les arguments de la Russie portent parce qu'ils sont davantage en phase avec la réalité. L'idée de procéder par la force, directement ou indirectement, à des changements de régime (« *regime change* »), impulsée par les néoconservateurs américains au tournant des années 2000 (et poursuivie, bien qu'atténuée, par l'administration Obama) doit être mise de côté, affirme Moscou. La pilule est doublement amère aux États-Unis, car elle démontre les failles immenses de la superpuissance, et plus encore, parce qu'elle ouvre la porte à un retour en force de la Russie comme acteur politique et diplomatique de premier plan.

Selon Jacques Lévesque, la Russie ne veut pas défendre à tout prix Assad, mais elle ne veut pas que l'État syrien se disloque, ce qui arriverait à coup sûr si les factions islamistes radicales, avec l'appui de leurs « protecteurs » régionaux, l'emportaient. L'idéal pour Moscou serait d'arriver à un compromis pour maintenir le régime sans Assad, quitte à faire quelques réformes cosmétiques. Pour cela estime le professeur Lévesque, il faut d'abord persuader les États-Unis de la nécessité d'un cessez-le-feu qui permettrait justement à Assad de se réorganiser, tout en coordonnant les efforts militaires américains et russes contre Daesh. C'est cela qui est sur la table depuis quelques semaines à travers des rencontres entre le secrétaire d'état américain John Kerry et son homologue russe Sergueï Lavrov. Les responsables militaires américains et russes sont également à pied d'œuvre pour stopper les islamistes.

Pour avancer dans cette voie, Poutine dispose d'une autre carte selon Jacques Lévesque. En Ukraine, le conflit en cours ne trouve aucune solution. Le gouvernement de Kiev, corrompu jusqu'aux yeux, joue la carte ultra nationaliste avec l'appui des faucons américains (et de Stephen Harper !), alors que sur le plan militaire, la Russie et ses alliés de l'est ukrainien sont solidement implantés. Poutine serait d'accord pour faire baisser la tension et forcer les indépendantistes de l'est à négocier un compromis, à condition que les États-Unis soient prêts à laisser tomber leurs visées expansionnistes. Lors de la réunification de l'Allemagne en 1990, Washington avait promis de ne pas étendre l'OTAN au-delà de l'Allemagne de l'Est et de ne pas intégrer les pays baltes, la Pologne et d'autres États de la région dans leur dispositif militaire, ce qui voulait dire notamment de ne pas les intégrer dans l'OTAN. En réalité, les États-Unis ont précisément fait ce qu'ils avaient dit qu'ils ne feraient pas. Plus tard, ils ont continué en tentant d'intégrer la Géorgie dans ce plan dont le but est d'encercler encore plus la Russie. En Ukraine, Washington a utilisé la révolte contre le gouvernement pro-russe pour remettre ce projet à l'ordre du jour. Pour Poutine, la ligne rouge a été franchie et selon Jacques Lévesque, cette question n'est pas négociable. Pour que Poutine pousse à une réinsertion des régions indépendantistes du Donbass de l'Ukraine, les États-Unis (pas seulement l'administration Obama) devront accepter de stopper cette « otanisation » de l'ancien espace soviétique en Europe.

Quel est le lien avec la crise syrienne ? En se rétablissant comme un acteur de premier plan au Moyen-Orient, Poutine démontre que la Russie est revenue dans la cour des grands. Ce n'est pas nécessairement de revenir à la « belle époque » de l'URSS, et Poutine ne cherche pas la confrontation avec les États-Unis. Mais il refuse d'être refoulé. S'il réussit à imposer sa « médiation » en Syrie, cela lui donnera à coup sûr des arguments supplémentaires dans le dossier ukrainien. À long terme, la Russie, mais aussi la Chine et d'autres pays émergents, veulent un « ordre » mondial multipolaire, à laquelle aspirent également d'autres États (y compris en Europe). Malgré ses énormes problèmes, la Russie dispose encore d'importants atouts technologiques, militaires, énergétiques. D'autre part, on craint, un peu partout et pas seulement à Moscou, cette fausse « *pax americana* » qui visiblement ne fonctionne pas et même, qui conduit le monde au désastre.

